



# **BUDGET INITIAL**

## **Exercice 2018**

---

Conseil d'Administration du 24 / 01 / 2018



## Sommaire

Rapport de présentation de l'ordonnateur	Page	3
Tableau 1 ■ Tableau des emplois présenté par l'établissement (pour vote)	Page	14
Tableau 2 ■ Autorisations budgétaires (pour vote)	Page	15
Tableau 3 ■ Dépenses par destinations et recettes par origine (pour information)	Page	16
Tableau 4 ■ Équilibre financier (pour vote)	Page	18
Tableau 5 ■ Opérations pour le compte de tiers (pour information)	Page	19
Tableau 6 ■ Situation patrimoniale (pour vote)	Page	20
Tableau 7 ■ Plan de trésorerie (pour information)	Page	22
Tableau 8 ■ Opérations liées aux recettes fléchées (pour information)	Page	23
Tableau 9 ■ Opérations pluriannuelles (pour vote)	Page	24
Tableau ■ de synthèse budgétaire et comptable (pour information)	Page	26
Projet ■ de délibération	Page	27



## Rapport de présentation de l'ordonnateur

### Budget Initial 2018

Le budget est l'acte par lequel sont prévues et autorisées les recettes et les dépenses. Il est élaboré sous l'autorité du président. Acte prévisionnel répondant au principe de l'annualité budgétaire, il traduit les axes politiques et stratégiques sur lesquels l'établissement a décidé d'orienter ses dépenses. Le budget voté comporte à la fois des états en autorisations budgétaires et des états prévisionnels en droits constatés. Pour rappel, la mise en œuvre du décret GBCP est effective depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017 à UBFC.

Le 14 novembre dernier, lors du débat d'orientation budgétaire, le président a présenté au conseil d'administration les orientations générales d'UBFC pour 2018. Le budget présenté précise donc les moyens et les ressources qui seront mobilisés pour mettre en œuvre leurs réalisations.

Les données chiffrées présentées s'appuient sur des scénarii qui permettent de confronter la viabilité de ces hypothèses avec les données financières, sur la base des informations connues au moment de l'élaboration du budget d'UBFC.

Le budget initial 2018 se caractérise par l'augmentation du nombre de projets portés par UBFC, pour certains pour la première année (ANR, H2020, PIA 3 et gestion des contrats doctoraux Région), pour d'autres en phase de croissance, grâce auxancements de nouveaux appels à projets (ISITE-BFC).

#### 1- DONNÉES GÉNÉRALES

Le budget initial 2018 sur ressources propres s'élève à **17 437 564 €**. En tenant compte des dépenses de personnel financées sur les ressources État (titre 2), le budget initial consolidé 2018 atteint **18 706 845 €** (1 269 281 € de dépenses de personnel titulaires et de contractuels financés sur des supports d'emplois État). Les prévisions de dépenses globales sont calculées à **17 425 737 € sur ressources propres**.

Le budget est équilibré. En effet, le résultat patrimonial prévisionnel s'élève à **166 858€**, la capacité d'autofinancement à **226 233€** et l'apport au fonds de roulement à **11 827 €**.

En 2018, près de 85 % des moyens d'UBFC, en incluant la masse salariale État, seront dédiés aux projets de recherche et de formation, soit un montant global de **15 829 877 €** de ressources attendues pour des prévisions de dépenses de 15 588 699 €. La différence entre recettes et dépenses constitue les frais de gestion, qui contribuent à financer les dépenses d'UBFC.

Les dépenses liées à la formation doctorale, dont la compétence a été transférée à UBFC au 1<sup>er</sup> janvier 2017, s'élèvent à **685 956 €**. Nous maintenons ainsi l'effort engagé en 2017 à hauteur de 600 000 €, auquel il convient d'ajouter 85 956 € permettant de couvrir les frais engagés par les établissements au titre de la médecine préventive, de l'accès à la documentation et du fonds social d'initiative étudiante.

A ces dépenses de fonctionnement, il convient de prendre en compte les indemnités des directeurs des écoles doctorales estimées à **42 837 €**.

Le fonctionnement du service formation, recherche et innovation, génère des dépenses estimées à **163 745 €**.

Les dépenses transverses pour la politique de site et des ressources humaines associées s'élèvent à **623 868 €**. Les principaux postes de dépense sont la politique numérique (240 306 €), la communication (180 750 €), les frais de personnel contractuel (86 696 €), les indemnités des élus, directeurs et chargés de mission (41 659 €), la politique de ressources humaines (38 658 €) et une enveloppe financière de rémunération de suppléance (35 799 €).

Les dépenses de fonctionnement courant d'UBFC s'élèvent quant à elle à **406 588 €**. Les principaux postes de dépense sont le patrimoine (193 920 €), les dépenses relevant des affaires financières – dont 60 418 € de reversement FTLV – (96 418 €), les affaires juridiques (56 250 €), les dépenses courantes (60 000 €).

Ainsi, les dépenses afférentes au budget d'UBFC à financer s'élèvent à **1 030 476 €, soit 5,9% du budget d'UBFC hors masse salariale Etat, ou 12,29% en l'intégrant.**

## 2- LES PROJETS DE RECHERCHE

Outre le projet ISITE-BFC, qui fera l'objet d'une présentation plus loin dans ce document, les établissements membres ont approuvé le fait qu'UBFC porte les projets ANR et H2020. UBFC gère également les contrats doctoraux financés ou cofinancés par la Région. Enfin, le succès des deux projets NCU « RITM-BFC » et EUR « EIPHI », dans le cadre du PIA3, impactent très positivement le budget. Il est à noter qu'une convention devra être signée avec l'ANR en début 2018 concernant ces deux projets.

Le tableau ci-dessous présente les montants prévus tant en dépenses qu'en recettes pour les différents dispositifs :

PROJETS	DÉPENSES				RECETTES		
	Fonct.	Inv.	Personnel	TOTAL	Fonc.	Inv.	TOTAL
ANR	1 420 472	495 829	542 067	<b>2 458 368</b>	2 483 200		<b>2 483 200</b>
AFSOR	18 053	29 510	35 943	<b>83 506</b>	65 506	18 000	<b>83 506</b>
ISITE-BFC	5 741 359	733 016	1 248 677	<b>7 723 052</b>	6 791 685	1 103 449	<b>7 895 134</b>
EIPHI (PIA3 EUR)	328 561	74 000	330 039	<b>732 600</b>	666 000	74 000	<b>740 000</b>
H2020	1 277 064		447 518	<b>1 724 582</b>	1 746 446		<b>1 746 446</b>
JCE			198 826	<b>198 826</b>	198 826		<b>198 826</b>
REGION (CONTRATS DOCTORAUX)			1 182 765	<b>1 182 765</b>	1 182 765		<b>1 182 765</b>
RITM-BFC (PIA3 NCU)	405 103	660 000	419 897	<b>1 485 000</b>	840 000	660 000	<b>1 500 000</b>
<b>TOTAL RECHERCHE</b>	<b>9 190 612</b>	<b>1 992 355</b>	<b>4 405 732</b>	<b>15 588 699</b>	<b>13 974 428</b>	<b>1 855 449</b>	<b>15 829 877</b>



## ISITE-BFC

Il convient de préciser en introduction que le budget ISITE-BFC a été conçu avant que le COPIL ISITE-BFC se réunisse fin novembre et délibère sur les montants alloués aux projets en 2018. Les montants prévus vont donc évoluer à la hausse et seront intégrés lors d'un prochain budget rectificatif.

Pour rappel, UBFC avait encaissé une avance de 5 M€ en 2016 via une convention de préfinancement avec l'ANR. En 2017, cette convention étant toujours en cours, aucun encaissement n'a été réalisé. En 2018, à l'issue de la signature de la convention attributive d'aide avec l'ANR, il est prévu d'encaisser **13 983 496 €**, correspondant à la part 2017 et 2018 indistinctement.

Concernant les prévisions de dépenses, cumulant les engagements prévus pour 2018 (appels à projets 1 et 2), et les engagements déprogrammés de 2017 / reprogrammés sur 2018, les autorisations d'engagements prévus en 2018 sont estimés à 7 723 052 € pour des recettes titrées à 7 895 134 €.

Pour rappel, les crédits ISITE-BFC ouverts, au budget initial 2017, étaient de 2 313 287 €. Les projets ayant démarré en septembre 2017, une partie des crédits budgétaires prévus n'a pas été consommée, d'où une reprogrammation de ces crédits en 2018 pour 1 381 000 €.

Dans le cadre de l'appel à projets 1 d'ISITE-BFC, 23 projets pluriannuels ont été sélectionnés :

- concernant la recherche, 13 projets ont été attribués. Il s'agit de 5 juniors fellowships, 4 projets interdisciplinaires et de 4 projets blancs. Les financements attribués pour les juniors fellowships sont de 741 104 € dont 378 028 € en investissement, pour les projets interdisciplinaires de 589 000 € dont 138 800 € en investissement et pour les projets blancs de 598 350 € dont 35 201 € en investissement ;
- 4 projets conjoints UBFC/Industries ont vu le jour pour un financement total de 1 301 033 € dont 225 000 € en investissement ;
- concernant la formation, 5 masters et 1 MOOC ont été lauréats avec un financement de 350 000 € pour les masters et 25 000 € pour le MOOC. Ces projets ont bénéficié d'un reversement total de la subvention en juillet 2017.

Pour l'année 2018, les montant prévisionnels des dépenses sont de 630 017 € pour les projets blancs, 604 936 € pour les projets interdisciplinaires, 559 801 € pour les juniors fellowships UBFC et 887 439 € pour les projets conjoints UBFC/Industries. Ceci, tant en dépenses qu'en recettes, est susceptible d'être ajusté en lien avec la convention d'attributive d'aide, en cours de finalisation.

Par ailleurs, une enveloppe de 530 000 € est programmée pour financer le développement international d'UBFC. Elle est répartie en 265 000 € pour assurer un service d'accueil international et 265 000 € pour la promotion d'UBFC à l'international. Une enveloppe de 739 000 € est dédiée à la vie de campus répartie en 139 000 € pour l'image d'UBFC et 600 000 € pour le campus numérique.



Dans le cadre des appels à projets 2018, il est prévu de financer, sous réserve des soumissions de projets et de la décision du COPIL ISITE-BFC, 32 projets de recherche déclinés comme suit :

- 3 Juniors fellowships internationaux pour une enveloppe totale de 1 350 000 €,
- 2 Seniors & coaches fellowships internationaux pour une enveloppe totale de 1 200 000 €,
- 4 Juniors fellowships UBFC pour une enveloppe totale de 720 000 €,
- 6 Seniors fellowships UBFC pour une enveloppe totale de 2 400 000 €,
- 8 projets interdisciplinaires pour une enveloppe totale de 1 200 000 €,
- 9 projets blancs pour une enveloppe totale de 1 350 000 €.

6 projets ISITE-BFC/Industries pourraient être financés pour un montant de 2 400 000 €.

Concernant les actions de formation, en 2018, 8 masters en langue anglaise seront financés à hauteur de 575 000 €.

Par ailleurs, 55 bourses de mobilités sortantes et 55 bourses de mobilités entrantes pourront être attribuées.

Cinq thèses (salaires) UBFC seront financées dès 2018 pour contribuer au développement des axes ISITE-BFC. Leur répartition au sein des écoles doctorales reste à définir.

En fonction de l'évaluation des dossiers soumis à l'appel à projets 2 par les experts internationaux, le nombre de projets par type d'action peut varier. Le nombre de projets financés prévu en 2018 est donc donné à titre indicatif. Les projets lauréats seront connus définitivement en mars 2018.

## **LES AUTRES DÉPENSES LIÉES A LA FORMATION ET A LA RECHERCHE**

### **La formation doctorale**

L'obligation de rattachement des dépenses à l'exercice nécessite de distinguer les droits d'inscription qui relèvent de l'année universitaire 2017-2018 de celle de 2018-2019. En développant son rayonnement et son attractivité, UBFC espère attirer davantage de doctorants en 2018 qu'en 2016. Les chiffres pour 2017-2018 n'étant pas encore définitifs, UBFC s'est fixé un effectif moyen de 1560 inscriptions payantes (soit 1500 inscriptions payantes en doctorat et 60 en HDR), soit 617 916 € de recettes attendues en moyenne (1560 X 396,10 €) provenant des inscriptions des étudiants, auxquelles il convient d'ajouter une participation d'UBFC de 68 040 € pour couvrir les dépenses non finançables par les droits d'inscription étudiants.

Les moyens alloués pour le fonctionnement de la mission doctorale sont estimés à 600 000 € auxquels il convient d'ajouter 85 956 € (1560 X 55,10 €) au titre de la médecine préventive, au service commun de documentation et au fonds social des initiatives étudiantes. UBFC est parti de l'hypothèse que ce service continuera à être pris en charge par les établissements. Les recettes proviendront donc des droits d'inscription nets des étudiants à hauteur de 531 960 € (1560 X 341 €).



Une partie des crédits sera imputée sur le budget des écoles doctorales et l'autre partie servira à financer le fonctionnement transversal de la mission doctorale à UBFC (actions du collège doctoral, actions de communication, formations transversales des directeurs d'écoles doctorales, formation transversale des doctorants, etc.) sur un budget mutualisé.

Une partie des engagements réalisés en 2017 sera payée en 2018, d'où une déprogrammation des crédits de paiement sur l'exercice 2017 pour une reprogrammation sur les crédits de paiement 2018 à hauteur de 115 215,80 € (remontées des écoles doctorales connues au 29/11/2017). Ces engagements correspondent notamment à des remboursements de frais avancés par les laboratoires des établissements membres, pour lesquels les engagements sont validés sur 2017 mais seront décaissés sur 2018.

### **Autres dépenses du service formation, recherche et innovation**

Parmi les principaux postes de dépenses du pôle académique figurent :

- la mise en place des 7 pôles thématiques (35 700 € pour l'ensemble),
- la mise en œuvre des actions pour le développement du Pôle d'Ingénierie et de Management, (70 000 €), sous réserve de l'obtention des recettes correspondantes,
- la mise en œuvre des actions propres à PEPITE BFC (25 336 €),
- des dépenses diverses pour le fonctionnement du service (6 000 €).

10 000 € sont également inscrits pour assurer l'organisation des premières assises de la vie étudiante, projet prévu dans le cadre du schéma directeur de la vie étudiante.

### **LES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT D'UBFC**

Les dépenses courantes de fonctionnement s'élèveront à 406 588 €, après une étude plus approfondie de certains postes de dépenses, notamment pour la gestion patrimoniale.

Ces dépenses se répartissent entre les coûts propres au fonctionnement d'UBFC, qui concernent les deux bâtiments d'UBFC et les autres dépenses qui garantissent aux personnels UBFC d'exercer leurs missions dans de bonnes conditions à UBFC et avec les établissements membres.

### **Les dépenses incompressibles liées à la maintenance d'UBFC**

Les dépenses propres à la maintenance du bâtiment (entretien, maintenance ascenseurs et copieurs, assurance, taxes diverses, fluides) s'élèvent à 104 020 €. Parmi elles, les dépenses liées aux fluides (électricité / chauffage et eau) sont estimées à 35 k€.

### **Les dépenses en faveur de l'hygiène, la sécurité et l'environnement**

Une enveloppe de 7 500 € est réservée pour mettre en place des actions spécifiques en faveur de l'Hygiène et Sécurité au travail (ex : achats de fournitures type brassard, travaux à réaliser pour une zone de sécurité handicapé en cas d'incendie, etc.). Il est nécessaire d'attendre le passage de la commission de sécurité, prévue, au plus tard, en juin 2018 pour mettre en œuvre toutes ces actions.



De même, des actions à hauteur de 5 700 € sont prévues pour encourager les personnels au respect de l'environnement et au changement des comportements (ex : travaux pour établir 2 sites d'arceaux pour vélos - un par bâtiment, sensibilisation des personnels à de nouvelles méthodes de travail).

Des crédits à hauteur de 10 000 € sont prévus pour acquérir du nouveau mobilier et des équipements en vue d'accueillir les futurs personnels et entretenir le parc existant.

### **Les dépenses de fonctionnement pour les services support**

Une enveloppe globale de 193 950 € est prévue pour supporter les différentes dépenses des fonctions support (fournitures administratives, déplacements, frais de réception, accompagnements /prestations externes sur des missions juridiques, etc.).

Il faut noter que cette enveloppe inclut le reversement du coût d'un personnel formation continue à hauteur de 60 418 € à 50 % UTBM et 50 % AgroSup Dijon, qui provient d'une recette État suite au succès au projet Expérimentation Pilotes FTLV.

### **Les actions spécifiques**

#### **La communication et l'image d'UBFC**

Les dépenses de communication (développées dans le Document d'Orientation Budgétaire) tant pour le fonctionnement courant que la mise en œuvre de nouveaux projets structurants avec les établissements membres restent prévues à hauteur de 180 750 €.

#### **Le numérique**

Les dépenses globales pour le numérique sont estimées à 240 306 €. Elles incluent le financement de matériels de visioconférence cofinancés par la Région à hauteur de 156 000 € et par les établissements membres à hauteur de 39 061 € soit un total de 195 306 € pour la politique numérique de site inscrite à ce budget. Ce sont donc 45 000 € de dépenses numériques qu'UBFC doit financer.

Des investissements numériques sont prévus à hauteur de 281 000 €, financés par des recettes fléchées (projet ISITE-BFC et subvention Région pour la politique de communication) dans le cadre du développement du Campus Numérique et de la promotion de l'image d'UBFC.

#### **La politique en matière de ressources humaines**

Afin de renforcer les compétences de ses personnels, UBFC prévoit une enveloppe budgétaire de 23 428 € pour la formation de ses agents. Des mesures spécifiques telles que l'action sociale et la participation au financement des repas au CROUS sont prévues à hauteur de 9 500 €. Le coût lié aux visites médicales est estimé à 3 730 €.

### **LA MASSE SALARIALE**

UBFC n'ayant pas en charge les responsabilités et compétences élargies, la masse salariale est traitée sur deux budgets distincts : le budget propre et le budget État chiffrés respectivement à **4 698 092 €** et **1 269 281 €**, soit un total de **5 967 373 €** en budget consolidé.

Toutefois il convient d'analyser la masse salariale dans sa globalité, puisque la majeure partie des agents oeuvrant au fonctionnement courant d'UBFC est rémunérée sur le budget d'État.

Hormis les personnels recrutés et financés sur les contrats de recherche, UBFC prévoit de renforcer ses effectifs, notamment pour assurer la coordination des missions opérationnelles entre la Comue et les établissements membres. La campagne d'emploi 2018, votée lors du conseil d'administration du 14 novembre 2017, va dans ce sens. Bien entendu, le principe de subsidiarité doit être la règle, l'essentiel des ressources pour opérer les projets se situant dans les établissements.

L'augmentation des recettes liées aux frais de gestion (voir page 13 de ce document) permettra d'accompagner la montée en charge des projets portés par UBFC.

### La masse salariale Etat

Le détail de la répartition des dépenses en ETPT (moyenne annuelle des ETPT présents sur une année complète) et des coûts associés figurent dans le tableau ci-contre :

	ETPT	Montant Masse salariale	
Titulaires en poste	10,60	595 209	
Contractuels en poste	6,61	238 097	Dont deux postes mis au concours
Futurs recrutements	9,13	362 080	
Indemnités diverses		73 894	Dont Indemnités présidence, agent comptable et reliquat de PPRS
TOTAL	26,33	1 269 281	

Il est à noter qu'au 31/12/2018, il y aura 28 personnels ETP en poste. UBFC respecte donc son plafond d'emploi État – Titre 2.

### La masse salariale sur Ressources Propres pour les fonctions support

En l'absence d'information à ce stade, nous avons conçu le budget 2018 sans prendre en compte de dotation de la part de l'État. Pour mémoire, UBFC avait perçu 200 000 € de subvention pour charge de service public en 2017. Les financements de notre masse salariale de fonctionnement sont donc exclusivement issus de nos ressources propres.

Toutefois il faut tenir compte du fait que l'État verse un financement destiné à rémunérer un poste dédié à la Formation Tout Au Long de la Vie (FTLV) à hauteur de 60 418 € (localisé à 50 % à l'UTBM et 50 % à AgroSup Dijon). Ce poste figure dans le Plafond d'Emploi sur Titre 3 mais ne consomme pas de masse salariale. Ce financement est intégralement reversé aux deux établissements en tant que crédits de fonctionnement.

La rémunération d'agents contractuels est évaluée à 119 642 € pour 3,78 ETPT dont une enveloppe de suppléance pour faire face à d'éventuelles absences (35 800 €).

	RESSOURCES PROPRES			TITRE 3		TOTAL	
	Rém. CDD	Indemnités	ETPT	Rém. CDD	ETPT	MASSE SALARIALE	ETPT
Fonctions supports	119 642		3,78		1,00	119 642	4,78
Compléments indemn. Agents mis à dispo.		7 045				7 045	-
PCA - VP		35 700				35 700	-
PCA - Responsables ED		37 751				37 751	-
PCA & vacances PEPITE		16 709				16 709	-
Vacations Enseignants ED		53 960				53 960	-
Renfort temporaire ED		5 087				5 087	-
Enveloppe indemnitaire 7 pôles thématiques		14 700				14 700	-
Autres (régulation de charges)		1 767				1 767	-
<b>TOTAL</b>	<b>119 642</b>	<b>172 717</b>	<b>3,78</b>	<b>-</b>	<b>1,00</b>	<b>292 360</b>	<b>4,78</b>

### La masse salariale sur Ressources Propres pour les personnels rémunérés sur contrats de recherche.

Les prévisions de masse salariale pour les personnels rémunérés sur contrats de recherche ne peuvent être, à ce stade, qu'estimatives.

Le tableau ci-dessous récapitule les montants de masse salariale associés au nombre d'emplois par type de projet de recherche :

	ETPT	Montant Masse salariale
ISITE-BFC	33,61	1 248 677
ANR	14,58	542 067
AFSOR	1,00	35 943
CONTRATS DOCTORAUX	37,46	1 182 765
JCE	6,00	198 826
EIPHI (PIA3 EUR)	8,25	330 039
RITM-BFC (PIA3 NCU)	10,92	419 897
H2020	12,00	447 518
<b>TOTAL RECHERCHE</b>	<b>123,82</b>	<b>4 405 732</b>

Le récapitulatif des emplois figure dans le tableau n°1 des tableaux budgétaires GBCP (Tableau des emplois). Il ne tient pas compte des effectifs rémunérés sur la masse salariale Etat.

## LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT D'UBFC

Le détail des recettes notifiées figure dans le tableau ci-dessous.

Concernant les subventions demandées, nous sommes en attente des réponses de Dijon Métropole (30 000 €), des communautés du Grand Chalon (10 000 €), du Mâconnais Beaujolais Agglomération (10 000 €) et du Creusot Montceau (10 000 €). Enfin, un échange est également en cours avec le Conseil régional de Bourgogne - Franche-Comté pour qu'une subvention de fonctionnement puisse être octroyée à UBFC.

### Etat des recettes attendues au 24 novembre 2017

	Rec. FLECHES	Rec. TOTAL
<b>ANR</b>	<b>2 483 200</b>	<b>2 483 200</b>
Contrats ANR (AAP 2017)	1 487 487	1 487 487
Contrats ANR (AAP 2018)	995 713	995 713
<b>ANR-IA</b>	<b>10 135 134</b>	<b>10 135 134</b>
EUR-EIPHI	740 000	740 000
ISITE-BFC	7 895 134	7 895 134
NCU-RITM	1 500 000	1 500 000
<b>C Grand Besançon</b>		<b>40 000</b>
Subv fonctionnement		30 000
Subv PIM		10 000
<b>CA Belfort</b>		<b>15 000</b>
Subv fonctionnement		15 000
<b>CDC</b>	<b>25 336</b>	<b>25 336</b>
Subv PEPITE	25 336	25 336
<b>CRBFC</b>	<b>1 383 333</b>	<b>1 488 000</b>
Contrats doctoraux CRBFC	921 166	921 166
Contrats doctoraux JCE	104 413	104 413
CRBFC Accompagnement Consultant PIA3		54 667
Subv Equipements (matériel visio)	156 245	156 245
Subv Image et communication	190 000	190 000
Subv investissment AFSOR	11 510	11 510
Subv PIM		50 000
<b>EM</b>	<b>261 599</b>	<b>1 132 621</b>
Apport EM		300 000
Co-financement CTDOC région	261 599	261 599
Co-financement equipements visio		39 061
Droits d'inscription		531 960
<b>EUROPE</b>	<b>1 746 446</b>	<b>1 746 446</b>
Projets H2020 2017 en cours	896 446	896 446
Projets H2020 2018	850 000	850 000
<b>FEDER</b>	<b>94 413</b>	<b>94 413</b>
Contrats doctoraux JCE	94 413	94 413

<b>G Dijon</b>		<b>10 000</b>
Subv PIM		10 000
<b>MESR</b>		<b>60 418</b>
FTLV (Emploi FTLV)		60 418
<b>PMA</b>		<b>15 000</b>
Subv fonctionnement		15 000
<b>UB-UFC</b>		<b>120 000</b>
Emploi transférés		120 000
<b>USA</b>	<b>71 996</b>	<b>71 996</b>
Contrat de recherche AFOSR	71 996	71 996
<b>Total général</b>	<b>16 201 457</b>	<b>17 437 564</b>

Il est important de noter qu'une partie des frais de gestion permet de financer le fonctionnement d'UBFC. Lors du débat d'orientation budgétaire et dans l'attente d'un échange en conseil des membres, les recettes liées aux frais de gestion ont été estimées à 241 178 € (ANR, H2020, ISITE-BFC). Elles avaient été calculées sur la base suivante :

- pour ISITE-BFC : 2/8<sup>ème</sup>, soit 25 % des frais de gestion sur les projets opérés par les établissements et l'ensemble des frais de gestion (8%) sur les dépenses supportées en totalité par UBFC,
- pour les projets H2020 : 1/8<sup>ème</sup> des overheads,
- pour les projets ANR : 1/8<sup>ème</sup>, soit 12,5 % des frais de gestion,
- pour les nouveaux PIA 3 : 2/8<sup>ème</sup> des frais de gestion.

Ce montant nous a semblé insuffisant pour porter la politique UBFC et mener à bien l'ensemble de nos missions. Nous avons alors souhaité que la part des frais de gestion dévolue à UBFC soit reconsidérée. Pour cela, nous avons sollicité l'avis du Conseil des Membres qui a répondu favorablement à notre proposition lors de la réunion du 04 décembre 2017.

Ainsi, il a été convenu que les frais de gestion soient réévalués pour 2018, passant de 2/8<sup>ème</sup> à 3/8<sup>ème</sup> pour ISITE-BFC et les PIA 3 NCU et EUR et de 1/8<sup>ème</sup> à 2/8<sup>ème</sup> pour les projets ANR. Concernant les projets H2020, UBFC bénéficierait de 2,5% des recettes totales éligibles au titre des frais de gestion, étant entendu que les overheads et les éventuels reliquats seront versés aux établissements. Cela conduirait en les termes à une recette supplémentaire estimée de façon prudente à 70 000 € sur la seule base des projets dont les dépenses sont potentiellement éligibles à des frais de gestion en 2018 (base 9 448 000 €), soit **311 000 €**.

En élargissant le périmètre de référence (toutes les dépenses des projets de recherche, soit 14 145 000 €), les frais de gestion sont estimés alors à **447 000 €**, soit 206 000 € de frais de gestion en plus que ceux prévus lors du débat d'orientation budgétaire.

La hausse de la part des frais de gestion dévolue à UBFC compense ainsi partiellement :

- la perte du préciput et les éventuels reliquats sur les projets de recherche (- 100 000 €),
- le non renouvellement de la subvention de fonctionnement de l'Etat (-200 000€),

- 
- l'augmentation des frais de fonctionnement liés à la gestion du patrimoine et d'accompagnement des personnels (+120 000€),
  - la création d'un budget pour le lancement des pôles thématiques (+37 000€).

Les tableaux budgétaires sont présentés dans les pages suivantes.

**Note pour la version présentée au CA du 24-01-2018 :**

Le budget rectificatif n°1 de l'exercice 2017 (BR1-2017) n'a pas été voté en 2017 et n'a donc plus lieu d'être. La colonne qui présentait le BR1-2017 a été renommée comme « **Reprévision 2017** ».

**Tableau 1**  
**Tableau des emplois présenté par l'établissement au 24/01/2018**

**BUDGET INITIAL 2018**

Catégories d'emplois	Nature des emplois		Emplois sous plafond Etat Budget Initial 2017	Emplois sous plafond Etat <b>reprévision 2017 (c)</b>	Emplois sous plafond Etat Budget Initial 2018
	En ETPT	En ETPT	En ETPT	En ETPT	En ETPT
Enseignants, enseignants-chercheurs, chercheurs	Permanents	Titulaires CDI			
		Non permanents CDD			
	<b>S/total EC</b>		-	-	-

**Reprévision 2017**

Emplois financés hors SCSP Budget Initial 2017	Emplois financés hors SCSP <b>reprévision 2017 (c)</b>	Emplois financés hors SCSP Budget Initial 2018
En ETPT	En ETPT	En ETPT
-	-	-
	6,96	102,83
<b>-</b>	<b>6,96</b>	<b>102,83</b>

Global Budget Initial 2017	Global <b>reprévision 2017 (c)</b>	Global Budget Initial 2018
En ETPT	En ETPT	En ETPT
-	-	-
-	6,96	102,83
<b>-</b>	<b>6,96</b>	<b>102,83</b>

Elèves fonctionnaires stagiaires des ENS			

--	--	--

-	-	-
---	---	---

BIATSS	Permanents	Titulaires CDI	15,00		
		Non permanents CDD	2,00	1,00	1,00
	<b>S/total Biatss</b>		<b>17,00</b>	<b>1,00</b>	<b>1,00</b>
<b>Totaux</b>		<b>17,00</b>	<b>1,00</b>	<b>1,00</b>	

10,00	6,30	24,76
<b>10,00</b>	<b>6,30</b>	<b>24,76</b>
<b>10,00</b>	<b>13,26</b>	<b>127,59</b>

15,00	-	-
-	-	-
12,00	7,30	25,76
<b>27,00</b>	<b>7,30</b>	<b>25,76</b>
<b>27,00</b>	<b>15,00</b>	<b>129,00</b>

Arrondi: 14; 128

BIATSS

<b>Plafond emplois fixé par l'Etat T III</b>	-	1	1
<b>Plafond emplois fixé par l'Etat T II</b>	30	30	

Note sur les modalités de renseignement du tableau

Ce tableau doit être annexé au budget de l'établissement et, en cas de modification, aux budgets rectificatifs. Les chiffres qu'il contient doivent être exprimés en équivalents temps plein travaillés (ETPT). Le guide de décompte des emplois élaboré par la DAF et la DGESIP précise les règles de décompte des emplois en ETPT en fonction des catégories de personnel.

Seul est soumis au vote du conseil d'administration le plafond global des emplois (case annotée (4))

Le nombre total d'emplois sous plafond Etat (case annotée (3)) ne peut être supérieur au plafond des emplois Etat qui a été notifié à l'établissement et rappelé en case (5)

**(c) le dernier budget rectificatif correspond au total du budget initial et de tous les budgets rectificatifs de l'exercice**

Donne lieu à une information et non à un vote

**Tableau 2**  
**Autorisations budgétaires**

**POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

Autorisations budgétaires en AE et CP, prévisions de recettes et solde budgétaire \*

Reprévision 2017

Dépenses (€)							Recettes (€)			
	BUDGET INITIAL 2017		REPREVISION 2017		BUDGET INITIAL 2018		Montants des encaissements			
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	BI 2017	Reprévision 2017	BI 2018	
<b>Personnel</b>	<b>1 066 120</b>	<b>1 066 120</b>	<b>635 337</b>	<b>635 337</b>	<b>4 698 092</b>	<b>4 698 092</b>	<b>1 865 000</b>	<b>1 091 112</b>	<b>1 236 106</b>	<b>Recettes globalisées</b>
<i>dont contributions employeur au CAS Pension</i>								200 000	0	Subvention pour charges de service public
Personnel général	765 700	765 700	159 559	159 559	292 360	292 360		30 524	60 418	Autres financements de l'Etat
Personnel I-SITE	243 000	243 000	239 349	239 349	1 248 677	1 248 677				Fiscalité affectée
Autres contrats	57 420	57 420	236 430	236 430	3 157 055	3 157 055	30 000	0	643 728	Autres financements publics
							1 835 000	860 588	531 960	Recettes propres
<b>Fonctionnement et intervention</b>	<b>2 357 635</b>	<b>2 515 635</b>	<b>1 691 259</b>	<b>1 351 476</b>	<b>10 462 485</b>	<b>10 678 294</b>				
Fonctionnement général	1 167 848	1 271 848	990 218	776 507	1 271 872	1 569 205				
Fonctionnement I-SITE	1 100 287	1 100 287	673 293	549 887	5 741 359	5 798 505				
Fonctionnement autres contrats	89 500	143 500	27 748	25 082	3 449 253	3 310 584				
<b>Investissement</b>	<b>1 000 000</b>	<b>1 045 000</b>	<b>359 559</b>	<b>270 854</b>	<b>2 265 161</b>	<b>2 282 217</b>				
Investissement général	30 000	30 000	204 175	182 665	272 806	303 139	26 250	0	13 983 496	Financements de l'Etat fléchés
investissement I-SITE	970 000	970 000	147 308	82 060	733 016	772 212	236 150		2 283 081	Autres financements Etat fléchés ISITE-BFC
Fonctionnement autres contrats	0	45 000	8 076	6 129	1 259 339	1 206 866		133 246	71 996	Autres financements publics fléchés
										Recettes propres fléchées
<b>TOTAL DES DÉPENSES</b>	<b>4 423 755</b>	<b>4 626 755</b>	<b>2 686 155</b>	<b>2 257 668</b>	<b>17 425 737</b>	<b>17 658 603</b>	<b>2 127 400</b>	<b>1 224 358</b>	<b>21 702 884</b>	<b>TOTAL DES RECETTES</b>
	<b>A</b>		<b>A</b>		<b>B</b>		<b>C</b>			
<b>Solde budgétaire (excédent)</b>					<b>0</b>	<b>4 044 281</b>	<b>2 499 355</b>	<b>1 033 310</b>	<b>0</b>	<b>Solde budgétaire (déficit)</b>

Tableau 3 : Dépenses par destination et recettes par origine

(Présenté pour information à l'organe délibérant)

Tableau des dépenses par destination (obligatoire)

Budget	Dépenses de l'organisme							
	Personnel		Fonctionnement		Investissement		Total	
	AE = CP		AE	CP	AE	CP	AE	CP
<b>Formation initiale et continue</b>	<b>53 960</b>	<b>53 960</b>	<b>546 040</b>	<b>778 504</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>600 000</b>	<b>832 464</b>
D101 - Formation initiale et continue de niveau Licence							0	0
D102 - Formation initiale et continue de niveau Master							0	0
D103 - Formation initiale et continue de niveau Doctorat	53 960	53 960	546 040	778 504			600 000	832 464
<b>Recherche</b>	<b>4 405 732</b>	<b>4 405 732</b>	<b>9 190 612</b>	<b>9 109 089</b>	<b>1 711 355</b>	<b>1 709 786</b>	<b>15 307 699</b>	<b>15 224 607</b>
D106 - Rech univ science vie							0	0
D107 - Rech univ maths							0	0
D108 - Rech univ phys chimie							0	0
D109 - Rech univ phys nucl							0	0
D110 - Rech univ science terre							0	0
D111 - Rech univ science homme							0	0
D112 - Rech univ Transvers	4 405 732	4 405 732	9 190 612	9 109 089	1 711 355	1 709 786	15 307 699	15 224 607
<b>Soutien et support</b>	<b>221 691</b>	<b>221 691</b>	<b>692 496</b>	<b>754 854</b>	<b>551 806</b>	<b>570 514</b>	<b>1 465 993</b>	<b>1 547 059</b>
D105 - Bibliothèques et documentation							0	0
D113 - Diffusion des savoirs et musées							0	0
D114 - Immobilier			162 220	155 461	26 000	24 917	188 220	180 378
D115 - Pilotage et support	221 691	221 691	530 276	599 393	525 806	545 597	1 277 773	1 366 682
<b>Étudiants</b>	<b>16 709</b>	<b>16 709</b>	<b>33 336</b>	<b>35 847</b>	<b>2 000</b>	<b>1 917</b>	<b>52 045</b>	<b>54 472</b>
D201 - Aides directes aux étudiants	16 709	16 709	23 336	26 264	2 000	1 917	42 045	44 889
D202 - Aides indirectes							0	0
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives			10 000	9 583			10 000	9 583
<b>Total</b>	<b>4 698 092</b>	<b>4 698 092</b>	<b>10 462 485</b>	<b>10 678 294</b>	<b>2 265 161</b>	<b>2 282 217</b>	<b>17 425 737</b>	<b>17 658 603</b>



**Tableau des recettes par origine (obligatoire)**

Les axes d'origine, décidés en commun accord avec les tutelles, sont propres à l'organisme.

Budget	Recettes de l'organisme								Total
	Recettes globalisées					Recettes fléchées			
	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financement de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées	
Subvention pour charges de service public-	0								0
Droits d'inscription									0
Formation continue, diplômes propres et VAE									0
Taxe d'apprentissage									0
Contrats et prestations de recherche hors ANR								945 219	945 219
Valorisation									0
ANR investissements d'avenir							16 223 496		16 223 496
ANR hors investissements d'avenir							1 888 205		1 888 205
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région				104 667			1 133 212		1 237 879
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Union Européenne							69 386		69 386
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres		60 418		539 061			207 259		806 738
Fondations - fonds propres, réserves, dons et legs									0
Autres recettes					531 960				531 960
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>60 418</b>	<b>0</b>	<b>643 728</b>	<b>531 960</b>	<b>0</b>	<b>19 521 558</b>	<b>945 219</b>	<b>21 702 884</b>

C	
<b>Solde budgétaire (déficit)</b>	<b>4 044 281</b>

D2

NB1 : La classification du compte 103- Fonds propres et réserves des fondations est laissée à la libre appréciation de l'établissement (financement Etat / autres financements publics / recettes propres)

NB2 : Le tableau des recettes par origine doit être renseigné en prévision de recettes et correspondre avec le tableau du solde budgétaire. La mention des comptes PCG a vocation à donner une indication sur la nature des recettes à mentionner.

**TABLEAU 4**  
**Equilibre financier**

**POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

	Budget Initial 2017	Représivision 2017 (c)	Budget Initial 2018	Budget Initial 2017	Représivision 2017 (c)	Budget Initial 2018	
<b>BESOINS</b>				<b>FINANCEMENTS</b>			
Solde budgétaire (déficit) (D2)*	2 499 355	1 033 310				4 044 281	Solde budgétaire (excédent) (D1)*
<i>dont Budget Principal</i>							<i>dont Budget Principal</i>
<i>dont Budget Annexe</i>							<i>dont Budget Annexe</i>
Remboursements d'emprunts (capital) ; Nouveaux prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b1)							Nouveaux emprunts (capital) ; Remboursements de prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b2)
Opérations au nom et pour le compte de tiers (c1)**	7 650		2 851 456	7 650		2 851 456	Opérations au nom et pour le compte de tiers (c2)**
Autres décaissements non budgétaires (e1)							Autres encaissements non budgétaires (e2)
<b>Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)=D2+(b1)+(c1)+(e1)</b>	2 507 005	1 033 310	2 851 456	7 650	0	6 895 737	<b>Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)=D1+(b2)+(c2)+(e2)</b>
<b>ABONDEMENT de la trésorerie (I)= (2) - (1)</b>		0	<b>4 044 281</b>	2 499 355	1 033 310		<b>PRELEVEMENT de la trésorerie (II)=(1) - (2)</b>
<i>dont Abondement de la trésorerie fléchée (a)***</i>			5 102 498		1 113 728		<i>dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée (a)***</i>
<i>dont Abondement de la trésorerie non fléchée (d)</i>		80 418				1 058 217	<i>dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée (d)</i>
<b>TOTAL DES BESOINS (1) + (I)</b>	2 507 005	<b>1 033 310</b>	<b>6 895 737</b>	2 507 005	<b>1 033 310</b>	<b>6 895 737</b>	<b>TOTAL DES FINANCEMENTS (2) + (II)</b>

(\*) Montant issu du tableau "Autorisations budgétaires"

(\*\*) Montants issus du tableau "Opérations pour compte de tiers"

(\*\*\*) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"

(c) le budget rectificatif correspond au total du budget initial et de tous les budgets rectificatifs de l'exercice



**Tableau 5**  
**Opérations pour le compte de tiers**

**POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	Libellé	Prévisions de décaissements	Prévisions d'encaissements
Coordination H2020- partenaires	C 4664	LIMQUET	1 426 505	1 426 505
Versement FCS pour labex et ldefi	C 4664	ISITE-BFC	1 424 951	1 424 951
<b>TOTAL</b>			<b>2 851 456</b>	<b>2 851 456</b>

*(c1) et (c2) étant repris au tableau "Équilibre financier"*

**Tableau 6**  
**Situation patrimoniale**

**POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

**Compte de résultat prévisionnel**

<b>CHARGES</b>	Budget ini. 2017	Reprévision 2017	Budget ini. 2018	<b>PRODUITS</b>	Budget ini. 2017	Reprévision 2017	Budget ini. 2018
Personnel	1 066 120	635 337	4 698 092	Subventions de l'Etat		230 524	60 418
<i>dont charges de pensions civiles*</i>	52 700	31 406	232 234	Fiscalité affectée			0
Fonctionnement autre que les charges de personnel et intervention	2 572 400	1 763 171	11 099 485	Autres subventions	3 422 570	1 427 370	14 769 095
				Autres produits	254 450	766 115	1 134 922
<b>TOTAL DES CHARGES (1)</b>	<b>3 638 520</b>	<b>2 398 508</b>	<b>15 797 576</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS (2)</b>	<b>3 677 020</b>	<b>2 424 009</b>	<b>15 964 434</b>
<i>Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)</i>	38 500	25 501	<b>166 858</b>	<i>Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)</i>			
<b>TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)</b>	<b>3 677 020</b>	<b>2 424 009</b>	<b>15 964 434</b>	<b>TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)</b>	<b>3 677 020</b>	<b>2 424 009</b>	<b>15 964 434</b>

\* Il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions.

<b>Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)</b>	Budget ini. 2017	Reprévision 2017	Budget ini. 2018
<b>Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))</b>	38 500	25 501	<b>166 858</b>
+ (C 68) dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	33 200	71 912	637 000
- (C 78) reprises sur amortissements, dépréciations et provisions			
+ (C 675) valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés			
- (C 775) produits de cession d'éléments d'actifs			
- (C 777) quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	-33 200	-42 215	-577 626
<b>= CAF ou IAF*</b>	<b>38 500</b>	<b>55 197</b>	<b>226 233</b>

\* capacité d'autofinancement ou insuffisance d'autofinancement



### État prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	Budget ini. 2017	Représion 2017	Budget ini. 2018	RESSOURCES	Budget ini. 2017	Représion 2017	Budget ini. 2018
Insuffisance d'autofinancement*				Capacité d'autofinancement*	38 500	55 197	<b>226 233</b>
Investissements	1 025 000	359 559	2 265 161	Financement de l'actif par l'État			
				Financement de l'actif par des tiers autres que l'État	1 045 000	211 077	2 050 755
				Autres ressources			
Remboursement des dettes financières				Augmentation des dettes financières			
<b>TOTAL DES EMPLOIS (5)</b>	<b>1 025 000</b>	<b>359 559</b>	<b>2 265 161</b>	<b>TOTAL DES RESSOURCES (6)</b>	<b>1 083 500</b>	<b>266 274</b>	<b>2 276 987</b>
<b>APPORT au FONDS DE ROULEMENT (7) = (6)-(5)</b>	<b>58 500</b>		<b>11 827</b>	<b>PRELEVEMENT sur FONDS DE ROULEMENT (8) = (6)-(5)</b>		<b>93 285</b>	<b>0</b>

### POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	Budget ini. 2017	Représion 2017	C fin 2016	Budget ini. 2018
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8)	58 500	-93 285	196 928	11 827
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT	2 557 855	940 025	-5 399 202	-4 032 455
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT	-2 499 355	-1 033 310	5 596 130	4 044 281
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	120 005	142 148	235 433	153 975
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	-2 447 739	-4 435 081	-5 375 106	-8 467 536
Niveau de la TRESORERIE	2 567 744	4 577 230	5 610 539	8 621 511

**Tableau 7**  
**Plan de trésorerie - 2018**

**POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

(€ TTC)	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	Variation de la trésorerie annuelle
<b>(1) SOLDE INITIAL (début de mois)</b>	<b>4 577 230</b>	<b>6 492 405</b>	<b>6 296 637</b>	<b>5 217 242</b>	<b>7 355 923</b>	<b>7 137 989</b>	<b>6 058 595</b>	<b>5 275 666</b>	<b>5 063 508</b>	<b>3 997 720</b>	<b>5 911 546</b>	<b>5 464 144</b>	<b>4 044 281</b>
dont placements = total du C. 50													
<b>ENCAISSEMENTS</b>													
<b>A1. Recettes budgétaires globalisées</b>	459 388	0	160 932	0	0	160 932	0	0	293 922	0	0	160 932	<b>1 236 106</b>
Subvention pour charges de service public													0
Autres financements de l'Etat	60 418												60 418
Fiscalité affectée													
Autres financements publics			160 932			160 932			160 932			160 932	643 728
Recettes propres	398 970								132 990				531 960
<b>A2. Recettes budgétaires fléchées</b>	<b>7 283 342</b>	<b>1 029 460</b>	<b>458 689</b>	<b>3 386 075</b>	<b>1 029 460</b>	<b>458 689</b>	<b>458 689</b>	<b>1 029 460</b>	<b>458 689</b>	<b>3 386 075</b>	<b>1 029 460</b>	<b>458 689</b>	<b>20 466 778</b>
Financements de l'Etat fléchés	7 211 346	458 689	458 689	3 386 075	458 689	458 689	458 689	458 689	458 689	3 386 075	458 689	458 689	18 111 701
Autres financements publics		570 770			570 770			570 770			570 770		2 283 081
Recettes propres fléchées	71 996												71 996
<b>A3. Opérations non budgétaires</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 426 505</b>	<b>1 424 951</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2 851 456</b>
Nouveaux emprunts													
Opérations pour compte de tiers (encaissements de l'exercice) hors TVA			1 426 505	1 424 951									2 851 456
TVA													
Autres encaissements sur comptes de tiers													
<b>A. TOTAL</b>	<b>7 742 730</b>	<b>1 029 460</b>	<b>2 046 127</b>	<b>4 811 026</b>	<b>1 029 460</b>	<b>619 621</b>	<b>458 689</b>	<b>1 029 460</b>	<b>752 611</b>	<b>3 386 075</b>	<b>1 029 460</b>	<b>619 621</b>	<b>24 554 340</b>
<b>DECAISSEMENTS</b>													
<b>B1. Enveloppes hors recettes fléchées</b>	<b>183 268</b>	<b>179 688</b>	<b>179 688</b>	<b>183 566</b>	<b>182 560</b>	<b>180 519</b>	<b>288 697</b>	<b>2 294 323</b>					
Personnel	15 045	15 045	15 045	15 045	15 045	15 045	11 465	11 465	15 343	14 338	12 297	120 474	275 651
Fonctionnement	128 578	128 578	128 578	128 578	128 578	128 578	128 578	128 578	128 578	128 578	128 578	128 578	1 542 941
Intervention													
Investissement	39 644	39 644	39 644	39 644	39 644	39 644	39 644	39 644	39 644	39 644	39 644	39 644	475 731
<b>B2. Dépenses sur recettes fléchées</b>	<b>1 067 057</b>	<b>1 041 960</b>	<b>1 515 748</b>	<b>1 064 126</b>	<b>1 064 126</b>	<b>1 515 748</b>	<b>1 061 930</b>	<b>1 061 930</b>	<b>1 634 834</b>	<b>1 289 688</b>	<b>1 296 343</b>	<b>1 750 787</b>	<b>15 364 279</b>
Personnel	305 778	280 681	302 847	302 847	302 847	302 847	300 651	300 651	421 933	528 409	535 063	537 886	4 422 441
Fonctionnement	761 279	761 279	761 279	761 279	761 279	761 279	761 279	761 279	761 279	761 279	761 279	761 279	9 135 353
Intervention													
Investissement			451 622			451 622			451 622			451 622	1 806 486
<b>B3. Opérations non budgétaires</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 426 505</b>	<b>1 424 951</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2 851 456</b>
Remboursements d'emprunts													
Opérations pour compte de tiers (décaissements de l'exercice) hors TVA			1 426 505	1 424 951									2 851 456
TVA													
Autres décaissements sur comptes de tiers													
<b>B. TOTAL</b>	<b>1 250 325</b>	<b>1 225 228</b>	<b>3 125 521</b>	<b>2 672 345</b>	<b>1 247 394</b>	<b>1 699 016</b>	<b>1 241 618</b>	<b>1 241 618</b>	<b>1 818 400</b>	<b>1 472 249</b>	<b>1 476 862</b>	<b>2 039 484</b>	<b>20 510 059</b>
<b>(2) SOLDE DU MOIS = A - B</b>	<b>6 492 405</b>	<b>-195 768</b>	<b>-1 079 394</b>	<b>2 138 681</b>	<b>-217 934</b>	<b>-1 079 394</b>	<b>-782 929</b>	<b>-212 158</b>	<b>-1 065 788</b>	<b>1 913 826</b>	<b>-447 402</b>	<b>-1 419 862</b>	<b>4 044 281</b>
<b>SOLDE CUMULE (1) + (2)</b>	<b>11 069 635</b>	<b>10 873 866</b>	<b>9 794 472</b>	<b>11 933 153</b>	<b>11 715 219</b>	<b>10 635 824</b>	<b>9 852 896</b>	<b>9 640 737</b>	<b>8 574 949</b>	<b>10 488 776</b>	<b>10 041 373</b>	<b>8 621 511</b>	= total de la classe 5
													dont trésorerie fléchée = A2 - 5 102 498
													dont trésorerie globalisée = -1 058 217
													dont trésorerie sur op. non budgétaires = A3-B3 0

\* Variation de trésorerie correspondant à celle du tableau d'équilibre financier



**Tableau 8**  
**Opérations liées aux recettes fléchées**

**POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

**Suivi des opérations liées aux recettes fléchées \***

	Antérieures à N non dénouées	2018	2 019	2020	2 021
<b>Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)</b>					
<b>Recettes fléchées (b)</b>	<b>5 936 530</b>	<b>20 466 778</b>	<b>12 614 116</b>	<b>14 177 978</b>	<b>0</b>
Financements de l'État fléchés	271 692	4 128 205	2 220 806	3 734 098	
Autres financements publics fléchés (SITE-BFC)	5 000 000	13 983 496	8 682 639	7 508 624	
Autres financements publics fléchés	444 219	2 283 081	1 693 378	2 935 256	
Recettes propres fléchées	220 619	71 996	17 293		
<b>Dépenses sur recettes fléchées (c)</b>	<b>1 177 745</b>	<b>15 364 280</b>	<b>12 520 372</b>	<b>22 536 479</b>	<b>0</b>
Personnel					
AE=CP	<b>386 700</b>	<b>4 422 441</b>	<b>4 074 136</b>	<b>5 347 578</b>	
Fonctionnement					
AE	702 856	9 213 948	7 234 101		
CP	<b>702 856</b>	<b>9 135 353</b>	<b>7 234 101</b>	<b>14 983 454</b>	
Investissement					
AE	88 189	1 783 355	1 212 135		
CP	<b>88 189</b>	<b>1 806 486</b>	<b>1 212 135</b>	2 205 447	
<b>Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)</b>	<b>4 758 785</b>	<b>5 102 498</b>	<b>93 744</b>	<b>-8 358 502</b>	<b>0</b>

*X repris au tableau "Équilibre financier" en (a)*

**Tableau 9**  
**Tableau des opérations pluriannuelles**

**POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

**A - Dépenses**

Opérations	Montant global de l'opération	Autorisations d'engagement					Crédits de paiement					Restes	
		AE ouvertes au titre des années antérieures	AE consommées au titre des années antérieures	AE reportées ou reprogrammées en année 2018	AE nouvelles ouvertes en année 2018	Total des AE ouvertes pour l'année 2018	CP ouverts au titre des années antérieures	CP consommés au titre des années antérieures	CP reportés ou reprogrammés en année 2018	CP nouveaux ouverts en année 2018	Total des CP ouverts pour l'année 2018	Restes à engager en fin d'année 2018 (AE)	Restes à payer sur AE consommées en fin d'année 2018 (CP)
Laboratoire	(1)	(2)	(3)	(4)=(2)-(3)	(5)	(6) = (4)+(5)	(7)	(8)	(9)=(7-8)	(10)	(11)=(9)+(10)	(12)=(1)-(3)-(6)	(13)=(3)+(6)-(8)-(11)
<b>Contrats de recherche</b>													
AFOSR	194 045	133 220	67 848	65 372	18 134	83 506	103 020	67 848	35 172	46 352	81 524	42 691	1 982
ANR	5 403 591	15 371	15 371	0	2 458 368	2 458 368	15 371	15 371	0	2 378 522	2 378 522	2 929 852	79 846
ISITE-BFC	34 471 265	3 096 337	1 134 155	1 962 182	5 760 870	7 723 052	2 846 337	928 063	1 918 274	5 901 119	7 819 393	25 614 058	109 751
H2020	3 420 535			0	1 724 582	1 724 582				1 671 371	1 671 371	1 695 953	53 211
CDOCT-JCE	555 090		15 371		198 826	198 826		15 371		198 826	198 826	340 893	0
CDOCT-CRBFC	2 981 222		48 326		1 182 765	1 182 765		48 326		1 182 765	1 182 765	1 750 131	0
Opération CRBFC	475 000	84 870	84 870	0	385 306	385 306	0	84 870	0	299 668	299 668	4 824	85 638
<b>Total C Recherche</b>	<b>47 500 748</b>	<b>3 329 798</b>	<b>1 365 941</b>	<b>2 027 554</b>	<b>11 728 851</b>	<b>13 756 405</b>	<b>2 964 728</b>	<b>1 159 849</b>	<b>1 953 446</b>	<b>11 678 623</b>	<b>13 632 069</b>	<b>32 378 402</b>	<b>330 428</b>
<b>Contrats de formation</b>													
RITM-BFC (PIA3-NCU)	4 115 062	0	0	0	1 485 000	1 485 000	0	0	0	1 440 621	1 440 621	2 630 062	44 379
<b>Total C formation</b>	<b>4 115 062</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 485 000</b>	<b>1 485 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 440 621</b>	<b>1 440 621</b>	<b>2 630 062</b>	<b>44 379</b>
		0	0	0		0	0	0	0	0	0	0	
<b>TOTAUX</b>	<b>51 615 810</b>	<b>3 329 798</b>	<b>1 365 941</b>	<b>2 027 554</b>	<b>13 213 851</b>	<b>15 241 405</b>	<b>2 964 728</b>	<b>1 159 849</b>	<b>1 953 446</b>	<b>13 119 244</b>	<b>15 072 690</b>	<b>35 008 464</b>	<b>374 807</b>

## B - Recettes

Opérations	Montant de l'opération (Dépenses)	Prélèvement (-) ou apport (+) sur la trésorerie	Financements extérieurs			
			Montant (Recettes)	Encaissements années antérieures	Encaissements pour l'année 2018	Restes à encaisser
			(15)=(1)-(14)	(16)	(17)	(18)=(15)-(16)-(17)
(1)	(14)	(15)=(1)-(14)	(16)	(17)	(18)=(15)-(16)-(17)	
<b>Contrats de recherche</b>						
AFOSR	194 045	0	194 045	93 246	83 506	17 293
ANR	5 403 591	54 582	5 458 173	271 692	1 888 205	3 298 276
ISITE-BFC	34 471 265	703 494	35 174 759	5 000 000	13 983 496	16 191 263
H2020	3 420 535	75 075	3 495 610	0	873 223	2 622 387
CDOCT-JCE	555 090	0	555 090	138 772	148 772	267 546
CDOCT-CRBFC	2 981 222	1	2 981 223	305 447	937 075	1 738 701
Opération CRBFC	475 000	-50 000	425 000	192 500	142 038	90 462
<b>Total C Recherche</b>	<b>47 500 748</b>	<b>783 152</b>	<b>48 283 900</b>	<b>6 001 657</b>	<b>18 056 316</b>	<b>24 225 928</b>
<b>Contrats de formation</b>						
RITM-BFC (PIA3-NCU)	4 115 062	41 566	4 156 628	0	1 500 000	2 656 628
<b>Total C Formation</b>	<b>4 115 062</b>	<b>41 566</b>	<b>4 156 628</b>	<b>0</b>	<b>1 500 000</b>	<b>2 656 628</b>
<b>TOTAUX</b>	<b>51 615 810</b>	<b>824 718</b>	<b>52 440 528</b>	<b>6 001 657</b>	<b>19 556 316</b>	<b>26 882 556</b>

**TABLEAU**  
**Synthèse budgétaire et comptable BI 2018**

**POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

Année 2016

		Budget 2018		
<b>Stocks initiaux</b>	<b>1</b>	Niveau initial de restes à payer	629 901,52	
	<b>2</b>	Niveau initial du fonds de roulement	142 148,25	
	<b>3</b>	Niveau initial du besoin en fonds de roulement	-4 435 081,06	
	<b>4</b>	Niveau initial de la trésorerie	4 577 229,31	
	4.a	dont niveau initial de la trésorerie fléchée	4 007 684,68	
4.b	dont niveau initial de la trésorerie non fléchée	569 544,63		
<b>Flux de l'année</b>	<b>5</b>	Autorisations d'engagement	17 425 737,00	
	<b>6</b>	Résultat patrimonial	166 858,00	
	<b>7</b>	Capacité d'autofinancement (CAF)	226 233,00	
	<b>8</b>	Variation du fonds de roulement	11 827,00	
	<b>9</b>	<b>Opérations bilancielle non budgétaires</b>	<b>SENS</b>	<b>0,00</b>
		Nouvel emprunt / remboursement de prêt	+ / -	0,00
		Remboursement d'emprunt / prêt accordé	+	0,00
		Cautionnements et dépôts	-	0,00
	<b>10</b>	<b>Opérations comptables non retraitées par la CAF, non budgétaires</b>	<b>SENS</b>	<b>0,00</b>
		Variation des stocks	+ / -	0,00
		Production immobilisée	+	0,00
		Charges sur créances irrécouvrables	-	0,00
		Produits divers de gestion courante	+	0,00
	<b>11</b>	<b>Décalages de flux de trésorerie liés aux opérations budgétaires</b>	<b>SENS</b>	<b>0,00</b>
		Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -	
		Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -	
		Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -	
		Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -	
	<b>12</b>	<b>Solde budgétaire =</b>		<b>4 044 281,00</b>
	12.a	Recettes budgétaires		21 702 884,00
12.b	Crédits de paiement ouverts		17 658 603,00	
<b>13</b>	<b>Décalages de flux de trésorerie liés aux opérations au nom et pour le compte de tiers</b>		<b>0,00</b>	
<b>14</b>	<b>Décalages de flux de trésorerie liés aux autres encaissements / décaissements sur comptes de tiers</b>		<b>0,00</b>	
<b>15</b>	<b>Variation de la trésorerie = 12 - 13 - 14</b>		<b>4 044 281,00</b>	
15.a	dont variation de la trésorerie fléchée		5 102 498,00	
15.b	dont variation de la trésorerie non fléchée		-1 058 217,00	
<b>16</b>	<b>Variation du besoin en fonds de roulement = 9 + 10 + 11 + 13 + 14</b>		<b>-4 032 454,00</b>	
<b>17</b>	<b>Restes à payer</b>		<b>-232 866,00</b>	
<b>Stocks finaux</b>	<b>18</b>	Niveau final de restes à payer	397 035,52	
	<b>19</b>	Niveau final du fonds de roulement	153 975,25	
	<b>20</b>	Niveau final du besoin en fonds de roulement	-8 467 535,06	
	<b>21</b>	Niveau final de la trésorerie	8 621 510,31	
	21.a	dont niveau final de la trésorerie fléchée	9 110 182,68	
21.b	dont niveau final de la trésorerie non fléchée	-488 672,37		

Comptabilité budgétaire  
Comptabilité générale



## PROJET DE DÉLIBÉRATION

Vu la loi n°2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche,

Vu le décret n°2015-280 du 11 mars 2015 portant création de la communauté d'universités et établissements « Université Bourgogne Franche-Comté »,

Vu les statuts de « Université Bourgogne Franche-Comté » annexés au décret n°2015-280 du 11 mars 2015,

Vu les articles 175, 176 et 177 du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

### Article 1 :

Le conseil d'administration vote les autorisations budgétaires suivantes :

- 129 ETPT dont 1 ETPT sous plafond Etat (titre III) et 128 ETPT hors plafond (127,59 arrondi à l'ETPT supérieur)
- 17 425 737 € d'autorisations d'engagement dont :
  - 4 698 092 € personnel
  - 10 462 485 € fonctionnement et intervention
  - 2 265 161 € investissement
- 17 658 603€ de crédits de paiement dont :
  - 4 698 092 € personnel
  - 10 678 294 € fonctionnement et intervention
  - 2 282 217 € investissement
- 21 702 884 € de prévisions de recettes
- 4 044 281 € de solde budgétaire (excédent)

### Article 2 :

Le conseil d'administration vote les prévisions comptables suivantes :

- 4 044 281 € de variation de trésorerie
- 166 858 € de résultat patrimonial
- 226 233 € de capacité d'autofinancement
- 11 827 € de variation de fonds de roulement

Les tableaux des emplois, des autorisations budgétaires, de l'équilibre financier, de la situation patrimoniale et des opérations pluriannuelles sont annexés à la présente délibération.